ELLE EST ÉVOQUÉE DANS LA DERNIÈRE ÉDITION D'*EL-DJEÏCH*

La nouvelle feuille de route de l'armée

La notion de «complot contre l'Etat» est actuellement très présente dans tous les discours officiels, et elle vient d'être à nouveau évoquée dans la dernière édition d'*El-Djeïch *dans ce qui s'apparente à la nouvelle feuille de route de l'ANP.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Cette feuille de route est axée sur ce que l'éditorial définit comme étant les «défis à relever par l'ANP» et c'est là qu'on retrouve donc des références très claires à l'existence de dangers très graves pouvant remettre en question tout l'équilibre et la stabilité du pays.

L'essentiel du message est d'ailleurs concentré dans un passage indiquant que la mission essentielle de l'Armée nationale consiste à faire barrage à toutes les entreprises visant la sécurité de l'Algérie. «Il apparaît clairement, indique le texte, que les défis de l'heure imposent à tous de s'astreindre au plus haut degré à la vigilance afin de faire avorter les manœuvres et complots pour que l'Algérie demeure un bastion imprenable pour ses ennemis».

Tout comme les hautes autorités politiques ayant récemment encore fait état de l'existence «d'ennemis» chargés de mettre le feu aux poudres dans le pays, l'éditorial d'*El-Djeïch* signifie que le Haut-Commandement de l'ANP est focalisé sur cette «menace» et compte agir en conséquence. Qui sont les «comploteurs», à quelle partie s'identifient-ils, et surtout de quelle manœuvre s'agit-il ? Le texte reste très peu loquace sur ces questions, mais il s'attelle cependant à tracer des contours laissant deviner l'origine des dangers dont il est fait état.

Ce danger est lié «à la conjoncture internationale et régionale», explique cette même source, en mettant particulièrement l'accent sur cette «conjoncture régionale caractérisée par l'instabilité du fait des mutations et évènements aux retombées incertaines». Pas besoin de plus pour comprendre que les évènements en question concernent particulièrement la situation qui prévaut dans le Sahel, où une tension accrue est enregistrée depuis l'intensification de la lutte contre les bastions de Daesh en Libye, mais aussi celle qui concerne les derniers développements avec le Maroc. Dans une récente déclaration, le ministre algérien des Affaires étrangères n'avait pas hésité à qualifier les relations avec le voisin marocain «d'anormales», fait rare pour un responsable jusque-là habitué à enrober ses discours dans une terminologie plus diplomatique.

On se souvient également qu'au cours des mois précédents, le vice-ministre de la Défense en visite de travail à Béchar a lancé un message révélateur à ces mêmes voisins faisant savoir que «l'Algérie était prête à se défendre pour préserver sa sécurité». Des manœuvres militaires de grande envergure ont même été entreprises et interprétées comme étant une démonstration de force qui voulait en dire long. Notons, enfin, que ce pays a été maintes fois désigné officiellement comme étant à l'origine de troubles internes tels que ceux qui se sont produits à Ghardaïa.

Photo : DR

L'ANP fait barrage à toutes les entreprises visant la sécurité du pays.

La situation qui prévaut dans le Sahel s'est, quant à elle, fragilisée suite au déclenchement d'une offensive de grande envergure contre les bases arrière de Daesh situées en Libye. Une victoire écrasante a été enregistrée dernièrement à Syrte avec pour conséquence une remontée (prévue) de nombreux éléments de l'organisation islamiste vers les pays limitrophes, particulièrement la Tunisie et l'Algérie. Les tout derniers communiqués du ministère de la Défense ont d'ailleurs fait état d'éléments (accrochage et découvertes de caches d'armes aux frontières) qui en disent long sur la situation.

Dans son éditorial, *El-Djeïch* justifie d'ailleurs l'achat d'armement et les commandes en cours pour la rénovation de son arsenal comme étant une nécessité absolue pour faire face à ces «défis». Le ministère de la Défense figure d'ailleurs parmi les rares institutions qui n'ont pas été touchées par les restrictions budgétaires inscrites dans la loi de finances 2017.

A. C.

LE MDN ANNONCE AVOIR RÉGULARISÉ LA SITUATION DE MILLIERS DE PERSONNES

Que reste-t-il du service national ?

La régularisation de leur situation vis-à-vis du service national va bon train pour les citoyens âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2014. Ils sont plus de 235 000 à avoir bénéficié de cette régularisation, parmi eux plus de 3 000 Algériens résidant en dehors du pays. C'est ce qu'a annoncé le ministère de la Défense nationale, lundi.

Dans le même communiqué, il est également dit que dans le cadre de la même disposition, accordée à des milliers de jeunes Algériens ayant eu maille à partir avec l'institution militaire, plusieurs milliers de retardataires des classes jusqu'à 2013 ont eux aussi bénéficié d'une régularisation. Ils étaient, jusqu'au 31 décembre dernier, plus de 657 000 à ne pas avoir rejoint leur classe mais ont désormais régularisé leur situation.

Des statistiques qui, évidemment, laissent interrogateur de prime abord sur, finalement, l'institution même du service national. Bien sûr, il est un aspect qui, directement, impacte sur ce qui était imposé il y a quelques années encore comme un incontournable «devoir national» pour des millions de jeunes Algériens. Aujourd'hui, avec l'option prise, après plusieurs années de réflexion, de professionnaliser l'ANP, il fallait s'attendre à ce que cette même ANP se passe des services de serviteurs extérieurs au titre du service national. Cette même professionnalisation qui, d'une part, a induit des investissements monstrueux sur le plan du renouvellement technologique de l'ANP et la formation des hommes, et d'un autre côté, réduire le coût de la prise en charge des appelés du service national, surtout en temps aussi difficiles qu'ils le sont depuis deux ou trois ans. Mais cela ne s'est pas fait sans quelques entorses aux «historiques» missions dévolues au service national, à commencer par la participation active à ce que l'on appelait à l'époque «l'édification nationale» qui voyait les milliers d'appelés former le gros des contingents engagés dans la réalisation d'œuvres telles la Transsaharienne, le Barrage vert et bien d'autres acquis encore.

C'est une autre époque que l'ANP est en train de vivre donc, mais pas moins chargée en défis, comme on pourrait le clamer dans les discours propres à l'état-major de l'ANP. La poursuite du programme de professionnalisation de l'institution, l'engagement dans des projets industriels d'envergure et les missions premières de l'armée, la défense de l'intégrité du territoire national, tout cela fait qu'aujourd'hui, le service national n'a plus, dans une large mesure, la signification ou l'aura qu'il avait jusqu'au début des années 2 000. Et à l'allure et la nature prises par le développement de l'ANP et de la situation socio-économique du pays, il est tout à s'attendre que se poursuive le mouvement des régularisations de la situation des jeunes Algériens vis-à-vis de ce qui subsiste du service national.

M. Azedine

FLN

Premier «couac» pour Ould-Abbès

Plus qu'un «non-événement», le secrétaire général du FLN estime que la démission du membre du bureau politique chargé de la communication, avant-hier, est «contreproductive pour le concerné» au moment où Hocine Khaldoun appelle tout simplement au renvoi d'Ould-Abbès.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Djamel Ould-Abbès estimait, hier, que «ce n'est pas la démission d'un militant sur les 550 000 que compte le parti qui va arrêter le fonctionnement du FLN». Et de poursuivre : «Je suis tombé des nues en apprenant cette démission, hier soir, en rentrant chez moi», regrettant la façon de faire de Khaldoun. «C'est son droit de démissionner mais il n'a pas agi dans les règles. C'est maladroit de sa part», dira encore notre interlocuteur qui, par ailleurs, récusera totalement les accusations portées contre lui par le démissionnaire concernant son «comportement» et sa «manière de gérer le parti». «Il peut dire ce qu'il veut, je connais par cœur les statuts du parti dont je suis militant depuis plus de cinquante ans», ajoutera Ould-Abbès.

Et à l'ancien ministre de préciser que Khaldoun était en poste et lui, il n'a fait que «renforcer, en prévision de la campagne électorale pour les prochaines élections législatives, le département communication et information d'un conseiller aussi chevronné que Moussa Benhamadi qui était derrière la mise sur pied du Cerist», après avoir, selon lui, relevé une «grave défaillance ces trois derniers mois». Pour Ould-Abbès, la communication «ne se limite pas à envoyer des fax à des rédactions de journaux ou des invitations à des staffs de télévisions les informant des activités du parti». Une défaillance suivie de nomination d'un conseiller que le désormais ex-chargé de la communication du FLN a évaluée à sa «juste valeur» comme étant une manière «subtile» du secrétaire général de lui signifier la «porte de sortie» ou tout au moins une «voie de garage». Car même si le secrétaire général du FLN soutient que «Khaldoun était en poste» et qu'il «ne l'en avait pas démis», il est clair qu'il «ne se lamentera pas pour cette démission» et «ne la pleurera pas».

Bien au contraire, cela lui permettra de poursuivre sa mission de «désaâdanisation» du vieux front sans trop d'encombres, lui évitant d'user à chaque fois du limogeage, recourant ainsi à cette arme subtile des «fins manœuvriers», qui est celle de pousser les «indésirables» dans leurs ultimes retranchements avant qu'ils ne démissionnent de leur propre-chef.

Khaldoun appelle au renversement d'Ould-Abbès

Quant à Khaldoun, nos tentatives de le joindre, hier, sont restées vaines, s'excusant de s'exprimer via un message, expliquant qu'il était «très occupé». Ceci même si la veille, soit le jour de sa démission, il a expliqué sa démission à un journal électronique par le «mépris » et «l'humiliation» dont userait Ould-Abbès dans sa gestion des affaires du FLN. Ce qui, à ses yeux, est «inacceptable», ajoutant que sa démission «n'a rien à voir avec les prochaines élections législatives».

Mais dans un autre entretien qu'il a accordé à un autre journal électronique et qu'il a balancé sur sa page Facebook, toujours hier, Khaldoun a lancé un appel pour «l'éviction» de Djamel Ould-Abbès de la tête du FLN. Pour lui, il est dans «l'impossibilité» de continuer à travailler avec le secrétaire général qui «ne consulte plus les membres du BP ni ne les informe de ses décisions».

Et d'annoncer qu'il ne compte «nullement rentrer chez lui», puisqu'il promet de se battre jusqu'au bout pour, dit-il, «la sauvegarde du FLN qui représente le sang de nos martyrs et de nos moudjahidine», en appelant, dans la foulée, les militants à se «se mobiliser pour faire barrage aux dérives» d'Ould-Abbès, «inconscient, selon lui, de la responsabilité qui lui incombe au FLN».

M. K.